

De l'expropriation du vivant aux "nécrotechnologies"

Jean-Pierre BERLAN (textes coordonnés par)

La Guerre au vivant. Organismes génétiquement modifiés & autres mystifications scientifiques

Agone, 2001.

ON SAIT que la tentative des compagnies biotech de mettre en culture des "organismes génétiquement modifiés" a suscité, en Europe, une réaction de rejet qui n'avait pas eu d'équivalent aux États-Unis quand on y planta les premières espèces transgéniques. Les livres ne manquent pas, depuis quelques années, qui montrent qu'un semblant de débat s'est instauré sur un sujet qui échappe encore largement à ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion publique, bien que, pour le moment, l'impression domine que la majorité des Européens, les Français au premier chef, ne voient pas d'un très bon œil l'introduction de ces "inconnus dans nos assiettes", pour reprendre le titre d'un des premiers livres consacrés à la critique de l'agriculture biotech parus en France¹. Force aussi est de constater que ce débat demeure très au-dessus de la capacité d'entendement de "l'homme de la rue", puisqu'il apparaît capté, d'emblée, par les "experts" au service des grandes compagnies biotech et les "contre-experts" qui se font les porte-parole des opposants à l'agriculture biotech, et sont souvent liés eux-mêmes à des organisations telles Greenpeace – c'est le cas d'Arnaud Apoteker, par exemple, auteur de l'ouvrage à succès *Du poisson dans les fraises*² – ou ATTAC – à l'instar de Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA, et coordonnateur du petit livre *La Guerre au vivant* paru il y a quelques mois aux éditions Agone. À propos de l'auteur, il n'est sans doute pas inutile de noter qu'il a accepté d'être le témoin de René Riesel au récent procès de Montpellier (8 et 9 février 2001), où il s'est d'ailleurs refusé à condamner l'action menée par un groupe de militants anti-OGM, en juin 1999, contre les plants de riz transgéniques du CIRAD.

Sans nier l'intérêt que peuvent présenter les autres essais – celui de Michael Hansen sur les dangers des aliments transgéniques sur la santé ou l'environnement, ou celui que Gilles-Éric Séralini consacre aux limites des travaux d'expertise sur les OGM –, on s'en tiendra ici aux textes du seul Jean-Pierre Berlan, qui, à bien des égards, tranchent sur le discours habituel des "contre-experts", dont les thèses restent la plupart du temps confinées à ce que l'écologiste Chaia Heller³ appelle le "discours du risque", et omettent l'essentiel, à savoir le sens profond des techniques de manipulation du vivant et ce qu'elles représentent dans ce mouvement ininterrompu de marchandisation de tout l'existant qui va du même pas que l'histoire séculaire du capitalisme. L'attention portée par notre auteur à la langue des porte-parole des compagnies biotech n'est certainement pas le moindre des mérites de ce petit ouvrage, qui s'inscrit sur ce point, explicitement, dans le droit fil de la réflexion de George Orwell quant aux méthodes de la propagande totalitaire, que l'auteur de *1984*, de *Animal Farm* – et, bien sûr, de l'inoubliable *Homage to Catalonia* – avait résumées sous le mot de *newspeak* ("novlangue"), qui visait à désigner l'extraordinaire capacité du langage de Goebbels ou de Staline à présenter de la réalité une image systématiquement déformée et/ou inversée. Mais encore ne s'agissait-il là, selon J.-P. Berlan, que de méthodes relativement "frustes" si on les compare à ce que permettent aujourd'hui "les techniques modernes de contrôle social par la communication", qui "en vidant, détournant ou inversant le sens des mots" ont pour vertu de rendre impossible l'accès au réel.

De l'importance du langage dans l'entreprise de mise en condition des esprits qui accompagne l'implantation des objets transgénétiques témoigne l'adoption même du terme "organismes génétiquement modifiés", qui, selon J.P. Berlan, "a été mis sur le marché pour donner l'impression sécurisante qu'il s'agirait simplement de poursuivre le processus de sélection artificielle commencé avec la domestication des plantes" (p. 149)⁴. Cette impression ne doit cependant pas être aussi "sécurisante" que ne l'auraient souhaité les propagandistes de l'agriculture biotech, s'il faut en croire les efforts récents de l'INRA et de la

¹ *Des inconnus dans...nos assiettes*, Dorothée Benoit Browaeys, Raymond Castells Éditions, 1998.

² *Du poisson dans les fraises*, Arnaud Apoteker, La Découverte, 1999.

³ Chaia Heller a collaboré au livre collectif *Redesigning Life ? The Worldwide Challenge to Genetic Engineering* (Zed Books, 2001), coordonné par Brian Tokar.

⁴ À titre d'illustration, voici deux phrases de Monsanto, qu'on peut trouver dans l'excellent ouvrage *OGM. Ordre génétique mondial*, de Christian Fons, paru cette année chez L'Esprit frappeur : "Les scientifiques spécialisés dans les biotechnologies poursuivent le travail de leurs prédécesseurs. Ils développent avec infiniment plus de précision les techniques d'amélioration des végétaux initiées il y a plus de trois millénaires" (p. 26).

FNSEA pour remplacer l'expression aujourd'hui consacrée par celle, jugée sans doute plus acceptable, d'organismes génétiquement "améliorés", en couronnant de la sorte un processus, très orwellien, d'épuration du langage qui a commencé il y a quelques années déjà, si on veut bien se souvenir que l'adjectif "modifiés" était venu lui-même en substitution de celui de "manipulés", vite abandonné pour des raisons évidentes.

A propos, donc, du terme convenu d'OGM, l'auteur fait remarquer à quel point il est dénué de signification, puisque, écrit-il, " *tous les animaux et toutes les plantes sont génétiquement modifiés : ils sont le résultat original d'un brassage de dizaines de milliers de gènes avec quelques mutations* " (p. 149). Les porte-parole du système biotech ne se font d'ailleurs pas faute d'user et d'abuser de "l'argument" que leur apporte, comme sur un plateau, un lexique construit précisément pour désamorcer a priori les armes de la critique. Le neurobiologiste Jean-Didier Vincent n'a évidemment pas manqué d'y recourir, au cours de sa ridicule intervention en tant que témoin de la partie civile au procès de Montpellier, justement épinglée par Jean-Marc Mandosio dans le compte rendu qu'il en a présenté pour le dernier en date des brûlots publiés par l'Encyclopédie des nuisances⁵.

C'est pourquoi J.-P. Berlan invite à refuser l'usage d'une expression qui biaise d'entrée les données du "débat", puisque les "objets" dont s'occupent les biotechnologies sont précisément tout autre chose que des objets génétiquement "manipulés/modifiés/améliorés", comme ceux que la sélection artificielle fabrique depuis les temps d'Ève et d'avant, mais représentent une innovation radicale pour autant que " *la transgénèse (comme son nom l'indique) transgresse les barrières de la sélection naturelle pour créer des êtres vivants mélangeant des espèces voire des genres différents* ". J.-P. Berlan rappelle opportunément que le brevet accordé pour la première manipulation génétique portait sur une " *chimère fonctionnelle* " ; c'est ce terme qu'il choisit de retenir pour nommer "l'objet" du désir de la biotechnologie.

La continuité que les apologistes des chimères génétiques prétendent apercevoir dans le passage des techniques ancestrales d'amélioration et de sélection artificielle des plantes et des animaux aux techniques du "génie génétique" ou de l'"ingénierie moléculaire", J.-P. Berlan la voit ailleurs, dans le processus d'expropriation du vivant imposé, sous le manteau du "progrès" et de la philanthropie, par l'économie politique du capital. Ce processus, J.-P. Berlan le fait remonter à quelque 150 ans avec les techniques de sélection mises au point par le major Hallett en Angleterre, qui fournissent aux agriculteurs des variétés *qui ne se reproduisent pas dans leurs champs*, et il culmine, *via* la technique des hybrides, avec le brevet dit de " *contrôle de l'expression des gènes* " accordé au ministère américain de l'Agriculture et à la firme Delta and Pine Land, avant d'être racheté par Monsanto. Cette technique – rebaptisée Terminator par ses opposants – visait, comme on sait, à concevoir une plante génétiquement programmée pour produire un grain stérile, qui obligerait les agriculteurs à se fournir auprès des sociétés semencières, sans qu'il soit besoin de traîner devant les tribunaux ceux d'entre eux qui utilisent les chimères brevetées comme des semences traditionnelles, ou de lancer à leurs trousses les chiens du capital, tels les détectives de l'agence Pinkerton – briseurs de grève au début du XX^e siècle et responsables, entre autres exploits, de l'assassinat en 1917 du militant des IWW Frank Little⁶ –, auxquels Monsanto a recouru à plusieurs reprises.

On dira que, précisément, cela ne s'est pas fait et que la compagnie a dû battre en retraite devant la levée de boucliers suscitée par le projet Terminator. Néanmoins, l'auteur montre que les grandes compagnies n'ont pas désarmé pour autant, et persistent, quoique plus discrètement, dans leur entreprise d'expropriation du vivant grâce à ces techniques de restriction de l'utilisation des gènes (*genetics use restriction technologies* : GURTS), qui placent " *l'expression des gènes d'intérêt agronomique sous le contrôle d'une clé chimique que l'agriculteur doit acheter pour que ces gènes fonctionnent* " (p. 52). " *En quoi, se demande l'auteur, faire des plantes (ou des animaux) handicapés est-il plus éthique que faire des plantes stériles ?* " (pp. 52-53)⁷. C'est en pensant à cette entreprise continue des transnationales des " *sciences de la vie* " visant à " *dépouiller les plantes et les animaux de la faculté la plus fondamentale des êtres vivants : se reproduire et se multiplier* " et à " *fabriquer des êtres vivants en quelque sorte stériles* " (p. 148) que J.-P. Berlan a forgé le terme de " *nécrotechnologies* " pour désigner la nature réelle de ces " *sciences de la vie* ", qui se sont mises docilement au service du projet de colonisation et de marchandisation totale du vivant mené par le complexe

⁵ *Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999*, René Riesel. Le texte de la déposition de Riesel est suivi d'une série de documents divers, dont les réflexions du physicien Roger Belbéoch à propos de son expérience de la recherche scientifique.

⁶ L'épisode figure dans la première partie du polar *Go By Go*, de Jon A. Jackson (Gallimard, Série noire n° 2614, 2001).

⁷ J.-P. Berlan note que l'extension du droit de brevet au domaine du vivant à laquelle tendent les efforts du lobby biotech va rendre caduques, à terme, toutes ces méthodes indirectes d'expropriation.

génético-industriel, avec – est-il besoin de le dire ? – l’assentiment et le soutien des États et des organisations internationales⁸.

Plus attendues sont, bien sûr, les observations de l’auteur sur ce qu’il qualifie de “ *pièce maîtresse de la propagande du complexe génético-industriel et de ses affidés* ”, à savoir cette affirmation que les OGM seraient la seule solution au problème toujours présent de la faim dans le monde, une assertion à laquelle le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), tout auréolé de la réputation que lui valent ses études connues sur les inégalités dans le monde, vient d’apporter sa caution “ progressiste ”. À ceux qui continuent d’user d’un argument aussi fallacieux⁹, l’auteur rappelle que non seulement “ *la faim et la malnutrition ne sont pas dues à une insuffisance de la production mais à l’inégale répartition des richesses dans la société, au gaspillage, à l’absence de démocratie* ”, mais qu’en outre, “ *le propre d’une agriculture capitaliste n’est pas l’insuffisance de la production mais ses excès* ” : le “ *spectre agricole* ” qui a hanté le siècle passé a été en vérité celui des excédents, auxquels les pays industriels ont répondu par une recherche permanente de nouveaux marchés qui a ouvert la voie à la destruction des paysanneries du Nord et du Sud. On notera que l’argument n’est pas inconnu des apologistes de l’agriculture chimérique, comme l’attestent les paroles du président de la Fondation Rockefeller, qui le qualifie de “ *naïf* ”, puisque les “ *militants [qui] disent qu’il y a assez de nourriture dans le monde et que c’est simplement un problème de répartition* ” oublierait, simples qu’ils sont, que “ *les riches de ce monde* ” ne sont pas “ *sur le point de distribuer leur richesse* ”. Outre l’habituel cynisme des maîtres de ce monde, le mot met aussi en évidence un des principaux objectifs de la tentative d’implantation de l’agriculture transgénique, qui n’a rien d’inédit non plus, puisque, au bout du compte, il s’agit – pour citer la formule du prince Salina de Lampedusa – de donner l’illusion qu’on change “ *tout* ” pour faire en sorte que rien d’essentiel ne change.

On comprendra aisément qu’ayant mis dans la lumière la plus crue le lien indissoluble entre le projet sous-jacent à l’entreprise des compagnies biotech et la tendance inhérente au capital à s’approprier la vie sous toutes ses formes, J.-P. Berlan ne s’illusionne pas outre mesure sur la portée des reculs tactiques du complexe génético-industriel¹⁰ et pas plus sur les solutions provisoires proposées par la plupart des “ *contre-experts* ” et des représentants de l’écologie institutionnelle, à savoir les moratoires, l’étiquetage ou la séparation des filières OGM des filières conventionnelles, dont il écrit qu’ils ont pu être des étapes nécessaires dans la lutte contre l’agriculture chimérique, mais se révéleront, à plus long terme, de véritables “ *leures* ” pour les critiques conséquents des OGM¹¹.

Refusant de souscrire à la rhétorique publicitaire des “ *fabricants du consentement* ”, J.-P. Berlan conclut en affirmant l’inutilité de l’agriculture biotech et en rappelant qu’on peut d’ores et déjà opposer des “ *alternatives durables et écologiques* ”¹² aux ersatz *hi-tech* que proposent nos ogres philanthropes, lesquelles devraient aider – avec le soutien enthousiaste de l’INRA, ironise l’auteur (p. 140) – à “ *restaurer des espaces de liberté* ” et permettre aux agriculteurs indépendants “ *de lutter à armes égales contre leurs concurrents industriels* ”. Il n’est pas sûr que, à une époque où le projet défendu par les amis de J.-P. Berlan d’établir une taxe de 0,1% sur les transactions financières passe pour le *nec plus ultra* de l’utopie, ces modestes alternatives méritent plus de considération de la part des maîtres du monde que le désir d’en finir une fois pour toutes avec l’existence du capital et de l’État.

Miguel Chueca

⁸ Contre un certain discours – auquel J.-P. Berlan cède à l’occasion – qui continue d’opposer les institutions de l’État aux “ *excès* ” du marché, C. Fons affirme l’urgence qu’il y a à “ *en finir avec le mythe de l’État protecteur du citoyen contre le capitalisme* ”, dont les quelques mesures visant au ralentissement de la technocatastrophe ne peuvent “ *faire oublier deux guerres mondiales, l’eugénisme, la nucléarisation du monde, ni que le national-socialisme a été, lui aussi, un État, comme tous les génocides sont d’État*... ” (OGM, p. 210).

⁹ Cf. *le Monde* du 11 juillet 2001, “ *Les Nations unies prônent l’usage des OGM dans la lutte contre la malnutrition* ”. D’après notre “ *quotidien vespéral des marchés* ”, le PNUD aurait défini, dans son rapport annuel, les biotechnologies comme “ *le seul et le meilleur outil* ” du développement de l’agriculture des pays du Sud.

¹⁰ “ *La confiscation du vivant, écrit-il page 141, est inscrite dans la logique du capital et ne disparaîtra qu’avec lui* ”.

¹¹ Du moratoire, il dit ceci : “ *... en permettant la poursuite des recherches sur l’agriculture transgénique aux dépens de solutions agronomiques intelligentes et durables, il participe à l’auto-réalisation de la propagande transgénique* ” (p. 142).

¹² Il y a quelques mois, le magazine anglais *New Scientist* se faisait l’écho d’expériences menées en Afrique, où de simples perfectionnements des méthodes traditionnelles, combinés à des techniques de culture organique en provenance du Nord, donnaient des résultats incomparablement supérieurs à ce que permettraient les variétés transgéniques.

